



PRÉFET DE L'OISE

**Arrêté du 22 mars 2012 mettant en demeure la société DECAMP-DUBOS
de respecter les dispositions du chapitre 1.3 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2010 pour
l'établissement qu'elle exploite sur le territoire des communes de Warluis et Allonne**

LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée aux articles R511-9 à R511-10 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2010 réglementant le centre couvert de valorisation de matières premières et recyclables de la société DECAMP-DUBOS sur le territoire des communes de Warluis et Allonne ;

Vu le rapport du 29 février 2012 de l'inspection des installations classées faisant suite à la visite d'inspection de la société DECAMP-DUBOS le 22 février 2012, mettant en évidence des non-conformités au chapitre 1.3 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2010 ;

Considérant que le dossier de demande d'autorisation déposé en octobre 2009 par la société DECAMP-DUBOS ne prévoit pas le stockage de métaux ou de déchets de métaux en dehors du centre couvert ;

Considérant, d'une part, que certains métaux ou déchets de métaux ne sont pas stockés sur une dalle étanche et, d'autre part, qu'aucune disposition n'a été prise par la société DECAMP-DUBOS en vue de traiter les eaux pluviales ruisselant sur les stockages susvisés ;

Considérant que l'article 5.6 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 13 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2713 impose de canaliser les eaux pluviales du site ;

Considérant que les dispositions de l'article susvisé sont applicables aux activités de la société DECAMP-DUBOS puisque le stockage actuel de métaux ou de déchets de métaux relève du régime de la déclaration pour la rubrique n° 2713 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que le dossier de demande d'autorisation déposé en octobre 2009 par la société DECAMP-DUBOS ne prévoit pas le stockage de verres en dehors du centre couvert ;

Considérant que, de par ces manquements, les activités de la société DECAMP-DUBOS sont susceptibles d'impacter le milieu naturel, notamment les sols ;

Sur proposition du Directeur départemental des territoires de l'Oise,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La société DECAMP-DUBOS, dont le siège social est actuellement situé 9, rue du Maréchal Joffre à Beauvais (60000), est mise en demeure pour l'établissement exploité sur les communes de Warluis (60430) et Allonne (60000), 3, rue du Bois d'Aumont, sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, de se conformer aux dispositions du chapitre 1.3 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2010. Plus précisément, la société DECAMP-DUBOS est tenue de respecter les articles suivants :

Article L.1 :

Les activités de transit de métaux ou de déchets de métaux sont exploitées dans le nouveau bâtiment.

Article L.2 :

Les activités de transit de verre sont exploitées dans le nouveau bâtiment.

ARTICLE 2 :

Les éléments justifiant la réalisation des actions correctives permettant les mises en conformité à l'article 1^{er} susvisé seront transmis au Préfet et à l'inspection des installations classées dès leur réalisation au plus tard sous le délai de trente cinq jours à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 3 :

En cas d'inobservation des dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des mesures et sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement, sans préjudice de sanctions pénales.

ARTICLE 4 :

En cas de contestation la présente décision peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens par le destinataire de l'arrêté. Le délai de recours est de deux mois à compter de la date de notification.

ARTICLE 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, les Maires des communes de Warluis et Allonne, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 22 mars 2012

Pour le préfet
et par délégation,
Le secrétaire général,


Patricia WILLAERT